

DOSSIER DE PRESSE

16 septembre 2025

CITOYENNES, CITOYENS
OSEZ L'ENGAGEMENT !

*Votre
commune
a besoin
de vous.*



SOMMAIRE



CONFÉRENCE DE PRESSE DE RENTRÉE

16 SEPTEMBRE 2025

- ▶ Communiqué de presse P.3
- ▶ Présentation de la campagne « Osez l'engagement ! » P.5
- ▶ Présentation de la campagne « Si on s'engageait ? » P.7
- ▶ Les principaux enseignements de l'enquête réalisée auprès des Français pour l'AMF et le CEVIPOF P.9



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

16 septembre 2025



ELECTIONS MUNICIPALES DE MARS 2026

« Osez l'engagement ! » : une campagne nationale pour encourager l'engagement citoyen dans la vie locale



À l'approche des élections municipales de mars 2026, l'AMF a lancé une campagne de sensibilisation pour encourager l'engagement citoyen dans la vie locale, avec une attention particulière portée aux jeunes et aux femmes. L'objectif : rappeler que chacun peut agir pour sa commune, que ce soit par le vote, la participation au sein de son conseil municipal, ou l'implication dans la vie associative.

Dans ce contexte de rentrée marqué par une forte incertitude politique, les communes et intercommunalités constituent plus que jamais un pôle de stabilité pour les Français. Elles incarnent aussi un gage d'efficacité face aux différentes crises que traverse le pays. **La campagne s'appuie donc sur cette force locale pour mobiliser les citoyens et valoriser l'action de chacun au service de sa commune.**

Une campagne en plusieurs temps

Cette campagne a débuté dès juillet dernier, avec une première étape clé : la mise à disposition des communes et des intercommunalités un kit de communication (affiches, bandeaux, clip vidéo, etc.). Conçu pour permettre aux élus de s'approprier pleinement le message et de le relayer efficacement auprès de leurs concitoyens, ce kit a déjà été téléchargé près de 20 000 fois. À partir de ce jour, la campagne prend une nouvelle dimension grâce à un important plan média, incluant une diffusion très large sur les réseaux sociaux et sur les pages d'accueil de grands médias.

Cette initiative s'accompagne par ailleurs d'une opération digitale avec cinq créateurs de contenus, suivis par des milliers de jeunes sur les réseaux sociaux, qui vont aller à la rencontre de citoyens déjà engagés au quotidien dans leur commune et même ... à l'étranger : jeunes élus, bénévoles, associations locales, collectifs citoyens, porteurs de projets durables ou solidaires... Cyrus North, Anis Rhali, Estherium, Mister Géopolitique et les Indécis porteront le message, « **Si on s'engageait ?** », auprès du plus grand nombre. Leur mission ? Montrer que l'engagement, ça peut commencer ici et maintenant, et surtout qu'il prend mille formes.

Le 107e Congrès des maires, en novembre, sera le point d'orgue de cette mobilisation, avec débats animés par des influenceurs, déclinaison de l'identité visuelle sur place et mise en valeur du thème de l'engagement grâce à de nombreux partenariats médias.

Une dernière vague de communication, de décembre 2025 à mars 2026, encouragera les citoyens à s'inscrire sur les listes électorales, à voter et à participer à l'organisation du scrutin. Cette initiative vise à valoriser l'action locale, renouveler et diversifier les équipes municipales tout en rappelant que la démocratie vit grâce à l'engagement de chacun.

Parallèlement, différents dispositifs pratiques sont mis à disposition des futurs candidats pour les accompagner dans leur préparation, avec un appui des associations départementales de maires. L'objectif : faciliter l'accès aux informations essentielles et encourager l'émergence de nouvelles équipes locales.

[Accédez au kit de communication](#)

[Téléchargez le guide de communication](#)

[Téléchargez l'analyse détaillée de Martial Foucault – Le maire, figure de confiance dans une démocratie fragmentée](#)

Présentation de la campagne de sensibilisation : « Osez l'engagement ! »

Juillet à décembre 2025



Appel à l'engagement républicain

Dans la perspective des élections municipales des 15 et 22 mars 2026, l'AMF souhaite soutenir et encourager l'engagement de chacune et chacun dans la vie publique locale. Pour ce faire, elle a lancé, le 2 juillet dernier, la première étape d'une campagne de sensibilisation intitulée : « Osez l'engagement ».

À l'heure où de nombreux élus locaux sont appelés à renouveler leurs équipes municipales et à susciter de nouvelles vocations pour inciter les citoyennes et citoyens à s'engager dans la vie municipale et associative, cette campagne de communication propose une mobilisation claire, directe et porteuse de sens : un appel à l'engagement républicain.

Cette campagne nationale vise à rappeler que s'engager pour et au sein de sa commune, pour et au sein de son intercommunalité, c'est participer à renforcer le lien social entre toutes et tous, contribuer à l'amélioration du quotidien des habitants mais aussi, et surtout, travailler à garantir la démocratie locale. Il s'agit aussi de sensibiliser aux différentes manières de s'engager à l'échelle locale, que ce soit au sein d'un conseil municipal ou communautaire ou bien dans le secteur associatif, si utile à l'action des communes.

L'AMF invite donc les citoyennes et citoyens, les communes, les intercommunalités et les associations à s'emparer de cette campagne et à la relayer pour favoriser et faire émerger des vocations. Parce que les élus locaux, comme les associations, ont un rôle essentiel à jouer pour susciter l'engagement, elle met ainsi à disposition un kit de communication complet à télécharger sur son site internet www.amf.asso.fr

► Un message fort, dans un contexte exigeant

Aujourd'hui, l'engagement public n'est pas toujours reconnu à sa juste valeur et/ou fait l'objet d'une prise de distance de la part de nombre de citoyennes et citoyens. Il faut donc rappeler une évidence : les communes ont besoin de femmes et d'hommes prêts à s'investir pour l'intérêt général.

► Une Campagne en quatre temps

► Temps 1

La campagne de communication est diffusée depuis juillet sur les réseaux sociaux, dans la presse et par les communes volontaires.

► Temps 2

29 octobre : conférence de presse de présentation des temps forts et des débats lors du 107^e Congrès des maires et des présidents d'intercommunalité de France.

► Temps 3

107^{ème} Congrès des maires et des présidents d'intercommunalité de France, du 17 au 20 novembre, qui rassemble chaque année près de 10 000 élus locaux.

► Temps 4

De décembre 2025 à mars 2026, la campagne appellera cette fois-ci à aller voter.

► Une campagne nationale tournée vers les citoyennes et les citoyens, avec les communes

Pour porter ce message d'engagement au plus près des habitants, l'AMF déploie une campagne à large échelle, pensée pour toucher le grand public sur tout le territoire. Télévision, presse, réseaux sociaux, affichage : l'objectif est de susciter une prise de conscience, de raviver l'envie d'agir localement et d'inciter concrètement à s'impliquer dans les prochaines élections municipales. Cette année, une opération digitale vient renforcer le dispositif : une campagne tournée vers les jeunes générations confiée à cinq créateurs de contenus, engagés pour valoriser l'action publique locale et faire résonner l'appel à l'engagement auprès de leurs communautés.

Mais cette mobilisation ne pourra porter pleinement ses fruits qu'avec le soutien de tous : **en relayant la campagne, vous lui donnerez une force supplémentaire, au plus proche des Françaises et des Français. Faisons ensemble de cette campagne un appel collectif à l'engagement républicain dans nos communes.**

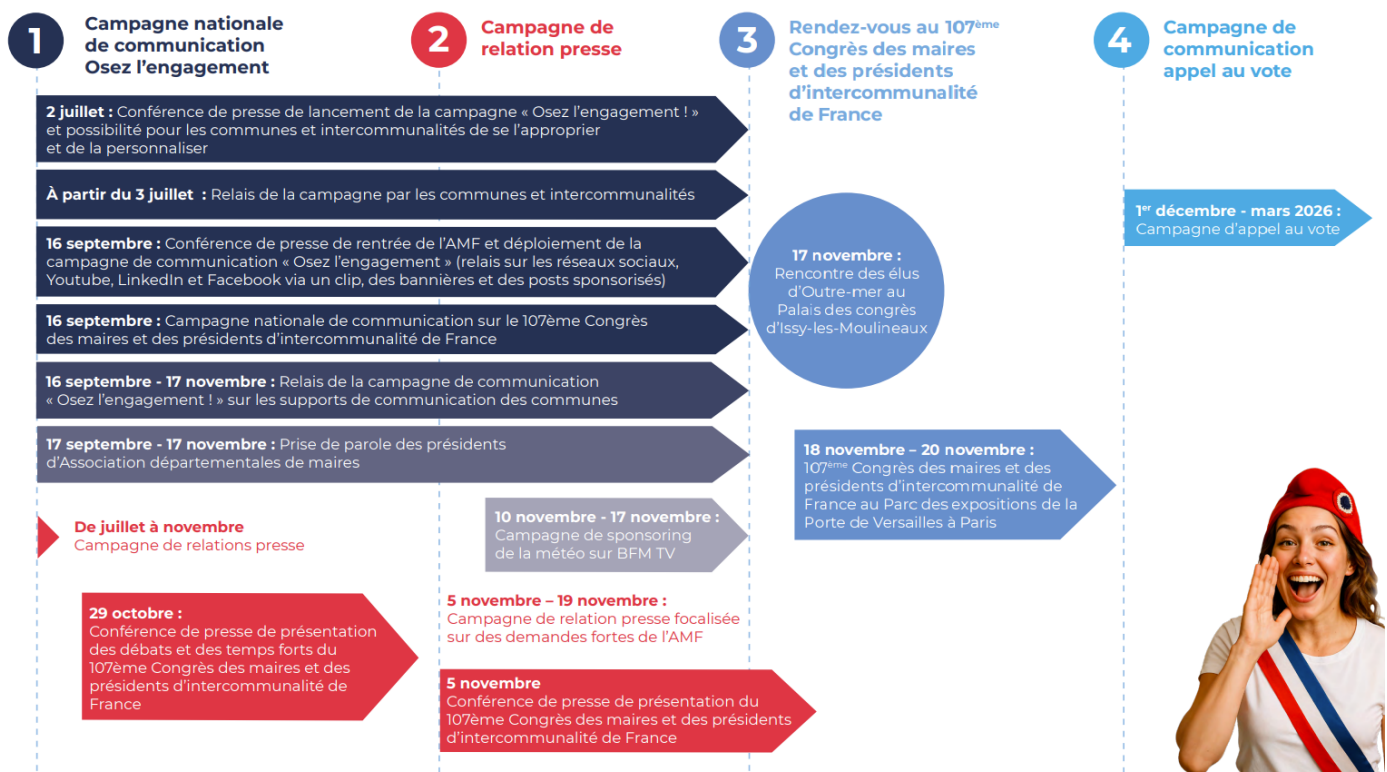
► S'approprier la campagne : le kit de communication

L'AMF met à disposition des communes, EPCI, des associations ou des citoyens un kit de communication complet comprenant tous les outils de communication à personnaliser.

Ce kit comprend des supports imprimables, des affiches, des autocollants, un kakémono, des posts destinés aux réseaux sociaux et une signature de mail.

L'ensemble de ces éléments est disponible sur le site de l'AMF : www.amf.asso.fr

► Le calendrier



Présentation de l'opération digitale : « Si on s'engageait ? »

Octobre à décembre 2025



« *L'engagement, ça peut commencer ici et maintenant* » Cinq créateurs de contenu sur les réseaux sociaux veulent donner envie d'agir

À l'approche des élections municipales de 2026, une initiative inédite voit le jour : « **Si on s'engageait ?** ». Cette opération digitale met en lumière l'engagement citoyen à travers une série de contenus incarnés, authentiques et ancrés dans le réel.

Cyrus North, Anis Rhali, Estherium, Mister Géopolitique et les Indécis, cinq créatrices et créateurs de contenus, suivis par des milliers de jeunes sur les réseaux sociaux, vont partir sur le terrain pour aller à la rencontre de celles et ceux qui s'engagent au quotidien dans leur commune et même ... à l'étranger : jeunes élus, bénévoles, associations locales, collectifs citoyens, porteurs de projets durables ou solidaires...

Leur mission ? Montrer que **l'engagement, ça peut commencer ici et maintenant**, et surtout qu'il prend mille formes : s'impliquer dans une association, monter une initiative locale, donner de son temps aux autres et même réfléchir tous ensemble aux grands enjeux de demain. À travers des vidéos longues sur YouTube, des vidéos plus courtes en stories et des contenus immersifs, ils partageront leurs rencontres, leurs émotions, leurs interrogations et inviteront leur communauté à se poser, à leur tour, la question : « **Si on s'engageait ?** »

Dans un contexte où la participation politique des jeunes est souvent en recul, cette campagne vise à réveiller l'envie d'agir, à rendre visible ce qui fonctionne, et à rappeler que la démocratie se construit aussi et surtout au niveau local.

« **Si on s'engageait ?** », c'est une passerelle entre les mondes numériques et citoyens, une invitation à penser l'avenir ensemble, et un premier pas vers les municipales de 2026.

► L'éditorial

Cyrus North tournera à Lyon, sur la place Bellecour, un épisode de son format « Je ne suis pas psy, asseyez-vous ! ». Il y échangera, au hasard des rencontres, avec des personnes de tous âges sur leur engagement et leur manière de contribuer au quotidien.

Anis Rhali réalisera un réel et des stories sur Instagram autour de l'engagement social et culturel. À travers une maraude, il va suivre des jeunes qui ont décidé de donner de leur temps pour aider les autres.

Mister Geopolitix réalisera une vidéo longue sur YouTube, en partenariat avec la Protection civile, afin de mettre en lumière l'engagement à l'international. Cette vidéo mettra particulièrement en avant les actions menées par les bénévoles de la Protection civile, en France comme en Ukraine, depuis le déclenchement de la guerre.

Estherium ira dans une salle de classe pour lancer un débat sur l'engagement à travers le numérique. Elle en fera un réel et des stories sur Instagram, avec les idées des jeunes autour de la citoyenneté via le téléphone, l'IA et les réseaux sociaux.

Les Indécis – Alex Darmon s'est rendu à Berrwiller, en Alsace, pour participer à la construction d'un chalet commun, à l'occasion de la Journée citoyenne.



CYRUS NORTH

900 k abonnés sur YouTube

Cyrus North est un vidéaste français spécialisé dans la vulgarisation philosophique sur YouTube. En 2013, il lance sa chaîne "Le Coup de Phil", qui rend la philosophie accessible avec humour et pédagogie. Il a également créé des projets éducatifs comme L'antisèche pour aider aux révisions scolaires, et a collaboré avec des institutions comme France TV Éducation ou le musée du Louvre. Sa chaîne rassemble aujourd'hui près de 900 000 abonnés.



LES INDÉCIS - ALEX DARMON

25 k abonnés sur YouTube

Alex Darmon est un journaliste et producteur français. En 2017, il cofonde la chaîne YouTube Les Indécis, qui rend la politique accessible à tous à travers des entretiens avec des responsables publics et des reportages pédagogiques. Il se distingue aussi par la réalisation de documentaires tels que « *On le racontera à nos enfants* » (2020), « *Une vie d'écart* » (2021), produits via sa société Outsideur.



MISTER GEOPOLITIX

276 k abonnés sur YouTube

Mister Geopolitix est un vidéaste français spécialisé dans la vulgarisation géopolitique. Il fonde sa chaîne YouTube en 2016 pour rendre les enjeux mondiaux accessibles à un public jeune. Présent sur YouTube, Instagram et TikTok, il compte plus de 500 000 abonnés.



ESTHERIUM

450 k abonnés sur Instagram

Estherium est une vidéaste française sur TikTok et Instagram, spécialisée dans la vulgarisation de l'intelligence artificielle avec créativité et pédagogie. Elle propose des contenus où l'imagination numérique n'a plus de limite et explore les univers tech et créatifs.



ANIS RHALI

235 k abonnés sur YouTube

Anis Rhali est un comédien, auteur et réalisateur français. Il se fait connaître en 2016 en tant que membre du collectif Golden Moustache. Parallèlement, il développe sa chaîne YouTube, AaramAnis, où il partage des courts-métrages, des sketches et des réactions à l'actualité pop-culturelle. Il est également actif sur TikTok et Instagram, où il compte respectivement plus de 70 000 et 75 000 abonnés.



LES PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS DE L'ENQUÊTE AUPRÈS DES FRANÇAIS

AMF – CEVIPOF

Septembre 2025



« Le maire, figure de confiance dans une démocratie fragmentée »

► Une analyse détaillée de Martial FOUCAULT, professeur des universités à Sciences Po et chercheur au CEVIPOF

Menée auprès de 6 034 électeurs français entre le 16 et le 23 juin 2025, l'enquête du CEVIPOF pour l'AMF, réalisée par Ipsos, dresse un état des lieux des perceptions et attentes des citoyens à l'approche des élections municipales des 15 et 22 mars 2026. Elle interroge la relation des Français à leur maire, leur cadre de vie, leur environnement institutionnel et leur niveau d'engagement local.

En effet, à six mois du rendez-vous des municipales, un constat s'impose : dans un paysage politique national miné par la défiance et l'instabilité, la démocratie locale demeure l'exception. L'attachement des Français à leurs représentants locaux, et en particulier leurs maires, se renforce à mesure que la situation politique nationale reste soumise à une grande instabilité et une interrogation sur la capacité de la représentation nationale à répondre aux attentes des Français.

Le mandat qui s'achève a souvent été perçu comme un mandat de mise à l'épreuve de la responsabilité des maires face à la répétition et la diversité des crises. Sans sous-estimer les difficultés qui ont conduit plus de 2 000 maires à démissionner, la vitalité de la démocratie municipale ne montre aucun signe d'affaiblissement et s'impose même comme le socle de stabilité dans le quotidien des Français.

L'enquête confirme que les maires sont les élus préférés des Français. La commune où nos concitoyens se sentent plus engagés qu'ailleurs, est perçue comme l'échelon privilégié de l'efficacité de l'action publique.

⇒ **Retrouvez ci-après les principaux enseignements...**

MÉTHODOLOGIE

Depuis 2018, le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) et l'AMF ont mis en place un Observatoire de la démocratie de proximité, sous la direction de Martial Foucault.

Il est alimenté par la réalisation d'enquêtes auprès des maires mais également d'un panel de Français.

Cette enquête a été menée du 16 au 23 juin 2025 par IPSOS pour l'AMF et le CEVIPOF auprès de 6 034 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Elle dresse un état des lieux précis des perceptions et attentes des citoyens à l'approche des élections municipales de 2026. Elle interroge la relation des Français à leur maire, leur cadre de vie, leur environnement institutionnel et leur niveau d'engagement local.

► Les principaux enseignements de l'enquête

- **Le maire, figure de confiance durable.**
Avec 69 % de confiance, le maire reste l' élu préféré des Français, loin devant les autres responsables politiques. Cette confiance repose sur l'honnêteté (61 %) et la capacité à tenir ses engagements (50 %).
- **Un ancrage local fort.**
69 % des Français se sentent attachés à leur commune (contre 63 % aux départements ou régions). Plus d'un tiers y résident depuis plus de 20 ans, et les habitants des communes rurales sont les plus attachés à leur mode de vie (77 % veulent y rester).
- **Un bilan municipal largement salué.**
73 % des répondants se déclarent satisfaits de l'action de leur municipalité. Ce taux monte à 78 % dans les très petites communes, mais chute à 60 % dans les grandes villes.
- **Une prime aux sortants.**
58 % des citoyens souhaitent que leur maire se représente en 2026. Ils valorisent à la fois les réalisations (71 %) et les projets d'avenir portés par les équipes en place (71 %).
- **Des attentes démocratiques élevées.**
Les électeurs attendent de leur maire qu'il défende leurs intérêts (87 %), applique son programme (85 %), assure la transparence des débats (83 %) et joue un rôle de médiateur local (69 % ; +7 pts depuis 2019).
- **Des critères de choix électoral hiérarchisés.**
Le programme (84 %), le bilan (79 %) et la personnalité du maire (79 %) dominent, devant l'étiquette politique (61 %, en hausse de 8 points depuis 2019) et le renouvellement des élus.
- **La sécurité en forte progression.**
En tête des priorités pour 43 % des Français (+ 9 pts par rapport à 2019), la sécurité devance la transition écologique (38 %, - 9 pts), les services de proximité (38 %, - 4 pts) et l'attractivité économique (28 %).
- **Un engagement citoyen disponible mais encore limité.**
14 % participent ou ont participé activement à la vie locale, 23 % sont prêts à s'engager, et 35 % aimeraient le faire sans en avoir le temps. 24 % se disent prêts à siéger au conseil municipal, notamment dans les petites communes (31 %). Si cette intention se confirmait réellement, cela signifie qu'il existe un vivier théorique de près de 12 millions de personnes prêtes à s'engager pour devenir l'un des 500 000 conseillers municipaux.
- **Des finances locales scrutées.**
Les domaines jugés « non prioritaires » en cas de baisse budgétaire sont le sport (27 % des personnes interrogées), les associations (21 %) et la culture (18 %). L'éducation (19 %), l'action sociale (20 %) et la voirie (26 %) sont les domaines à protéger.
- **Un optimisme local modéré mais réel.**
Avec une note moyenne d'optimisme de 5,7/10 sur l'avenir de la commune, les personnes optimistes (28 %) sont deux fois plus nombreuses que les pessimistes (13 %). Toutefois, 87 % s'inquiètent de la montée de la violence en France, même si elle est perçue comme moindre à l'échelle locale (47 %).

Téléchargez l'analyse détaillée Martial Foucault – Le maire, figure de confiance dans une démocratie fragmentée



Dixième enquête de l'Observatoire de la démocratie de proximité
AMF-CEVIPOF/SciencesPo

Septembre 2025

Le maire, figure de confiance dans une démocratie fragmentée

Une analyse détaillée de **Martial Foucault**
Professeur des universités à Sciences Po et chercheur au CEVIPOF





Le maire, figure de confiance dans une démocratie fragmentée

Analyse de Martial Foucault, professeur des universités à Sciences Po et chercheur au CEVIPOF

À moins de sept mois du rendez-vous des municipales de mars 2026, un constat s'impose : dans un paysage politique national miné par la défiance, la démocratie locale demeure l'exception qui confirme la règle. L'attachement des Français à leurs représentants locaux, et en particulier leurs maires, se renforce à mesure que la situation politique nationale reste soumise à une grande instabilité, une incertitude sur la survie du gouvernement actuel et donc une interrogation sur la capacité de la représentation nationale à répondre aux attentes des Français.

Le mandat qui s'achève a souvent été perçu comme un mandat de mise à l'épreuve de la responsabilité des maires face à la répétition et la diversité des crises. Sans sous-estimer les difficultés qui ont conduit plus de 2 000 maires à démissionner, la vitalité de la démocratie municipale ne montre aucun signe d'affaiblissement voire s'impose comme un socle de stabilité dans le quotidien des Français.

Alors que l'Assemblée nationale a franchi une étape importante en adoptant début juillet une proposition de loi visant « à encourager, à faciliter et à sécuriser l'exercice du mandat d' élu local », le statut de l' élu local reste toujours un sujet de préoccupation pour les élus en place car il conditionne pour partie l'engagement des citoyens dans la vie de leur conseil municipal. En effet, au-delà du niveau d'indemnisation des élus, la fonction de maire s'est complexifiée au fil des années pouvant dissuader les volontés d'engagement. Or, les Français interrogés en juin 2025 dans l'enquête AMF-CEVIPOF attendent de leur maire une implication forte et une proximité voire une visibilité accrue de leurs réalisations. Si le bilan de l'action municipale perçu par les citoyens reste positif, il n'en reste pas moins que leurs attentes concernent à la fois le renforcement de la démocratie municipale par une éthique de la fonction, à la défense des intérêts communaux pour que chaque décision puisse pleinement bénéficier aux administrés lorsque l'État est en retrait.

Ainsi, le scrutin de 2026 ne fera pas que renouveler des mandats : il questionnera la capacité des communes à transformer une exceptionnelle légitimité de proximité en gage d'exemplarité, d'efficacité et de démocratie renforcée. C'est sur le socle local que s'inventera l'avenir d'un engagement public crédible et durable.

MÉTHODOLOGIE

Depuis 2018, le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) et l'AMF ont mis en place un Observatoire de la démocratie de proximité, sous la direction de Martial Foucault. Il est alimenté par la réalisation d'enquêtes auprès des maires mais également d'un panel de Français.

Cette enquête a été menée du 16 au 23 juin 2025 par IPSOS pour l'AMF et le CEVIPOF auprès de 6 034

personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Elle dresse un état des lieux précis des perceptions et attentes des citoyens à l'approche des élections municipales de 2026. Elle interroge la relation des Français à leur maire, leur cadre de vie, leur environnement institutionnel et leur niveau d'engagement local.

1. Une commune perçue comme un espace d'ancrage durable

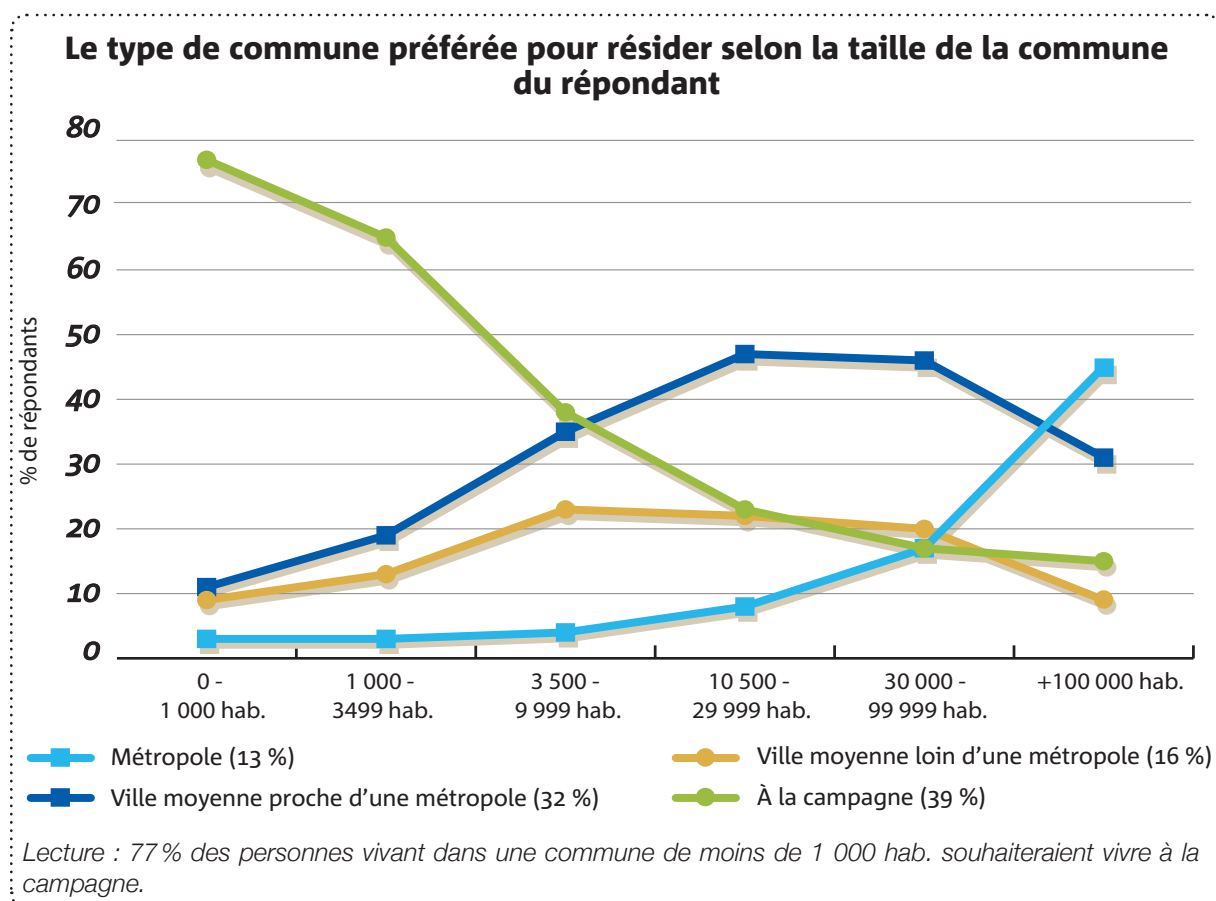
Plus d'un tiers des Français interrogés (38 %) déclarent résider dans leur commune depuis plus de 20 ans, ce chiffre atteignant même 47 % dans les communes de + de 100 000 habitants. Cet ancrage explique pour partie l'attachement de 69 % d'entre eux à leur commune, un taux supérieur à celui mesuré pour les intercommunalités (53 %), départements (63 %) ou régions (63 %).

Les communes rurales et de taille moyenne restent les lieux de vie les plus appréciés, en particulier pour des raisons pratiques, familiales ou professionnelles.

Le clivage entre métropoles et communes rurales se retrouve à deux niveaux.

Tout d'abord, 77 % des « ruraux » souhaitent vivre à la campagne lorsque 45 % des métropolitaines sont satisfaites de vivre dans des ensembles de + de 100 000 habitants.

Ensuite, un écart considérable (rapport de 1 à 5) est observé dans le désir de changement : les « ruraux » sont seulement 3 % à aspirer à vivre dans une métropole contre 15 % des « métropolitains » à désirer s'installer à la campagne.



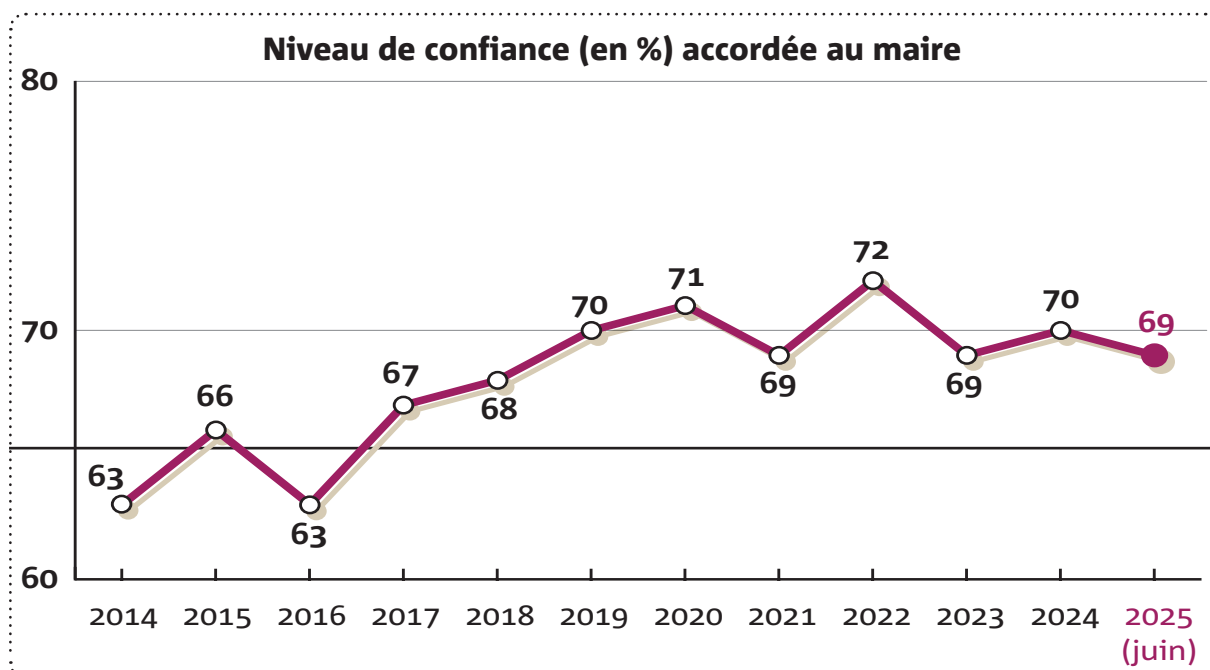
Clairement, ces résultats montrent que le choix de localisation est assumé sans pour autant renoncer à une mobilité sur le territoire dès lors que cette dernière est choisie et non subie (travail, immobilier...). Cela signifie aussi que l'appartenance à un territoire n'est pas incompatible avec une société de plus

en plus mobile. En revanche, la perception d'une identité forte et vivante associée à la commune de résidence progresse à mesure que la taille de la commune est élevée, le bonheur de vivre dans sa commune important et l'attachement à sa commune par rapport à d'autres collectivités affirmé.

2. Une confiance solidement ancrée dans la figure du maire

Fait constant depuis plus de dix ans, le maire demeure toujours la figure politique bénéficiant du plus haut niveau de confiance (69 %), loin devant les autres représentants élus.

Quelles que soient les crises subies et gérées au cours des deux derniers mandats, la confiance envers les maires culmine autour de 70 %.



Le lien de proximité est souvent avancé comme facteur explicatif. Cela est vrai mais d'autres motifs sont avancés par les Français interrogés. En particulier, deux critères émergent majoritairement : l'honnêteté (61 %) et la capacité à tenir ses engagements (50 %).

La demande de probité, d'exemplarité et d'éthique dans la fonction est non seulement perçue comme la condition *sine qua non* de la confiance mais elle s'impose pour l'ensemble des maires quelle que soit la taille de la juridiction.

Principaux critères pour accorder sa confiance au maire (en %)

EN PREMIER

AU TOTAL

Qu'il soit honnête

36

61

Qu'il tienne ses promesses

22

50

Qu'il connaisse bien ses dossiers

15

34

Qu'il soit proche des gens comme vous

15

31

Qu'il soit entreprenant

6

13

Qu'il soit de la même sensibilité politique que vous

5

9

Qu'il soit maire depuis plus d'un mandat*

1

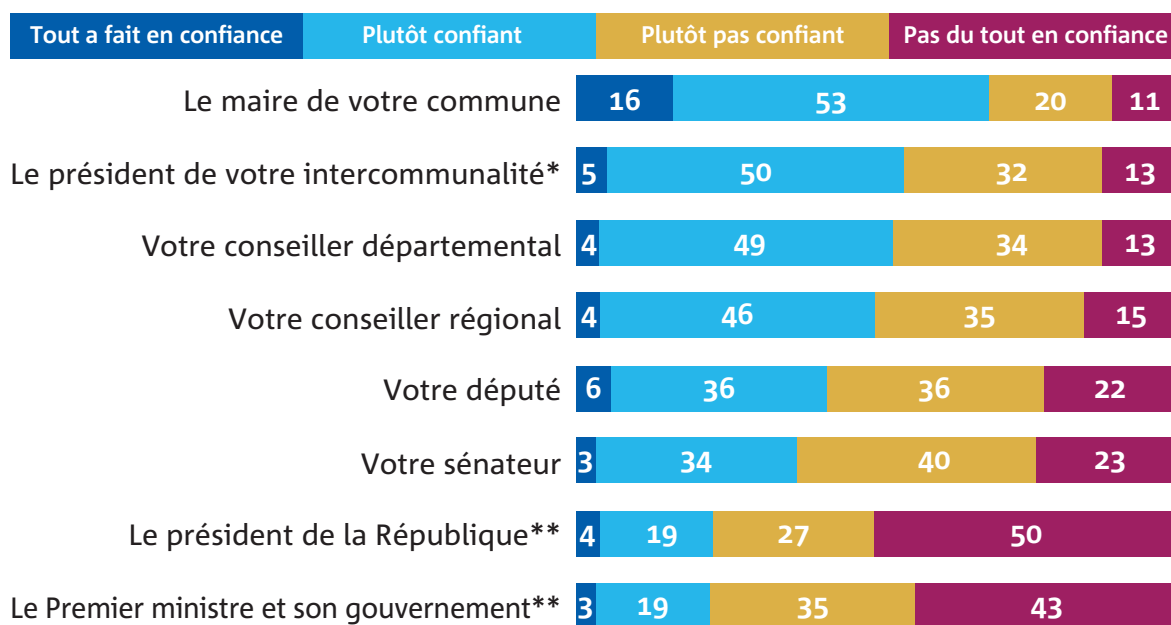
3

Dans un climat de défiance politique à l'endroit des élus nationaux, la confiance vers les représentants du bloc communal joue à contre-courant. Ainsi, l'enquête montre que les présidents d'intercommunalité sont également crédités de 55 % de confiance. Rappelons toutefois que plus de 80 % des présidents d'établissements intercommunaux sont maires. Un résultat surprenant concerne le lien de proximité et d'empathie, souvent mis en avant pour expliquer cette confiance locale mais qui reste en retrait car il n'est mentionné que par 31 % des répondants (39 % pour les plus petites communes et 22 % pour les métropoles).

À cet égard, le contact direct avec les élus reste limité (20 % des répondants ont pris contact au moins une fois avec le maire ou son équipe municipale).

Enfin, la demande de compétences qui associerait le maire à un technicien polyvalent de l'action publique n'est recherchée que pour 34 % des personnes interrogées (47 % pour les électeurs du centre vs 26 % pour les sympathisants du Rassemblement national). Les citoyens apprécient donc en priorité les maires qui ont fait la démonstration de leur exemplarité, devant celles et ceux qui connaissent parfaitement leurs dossiers.

Niveau de confiance accordée à différents représentants politiques (en %)



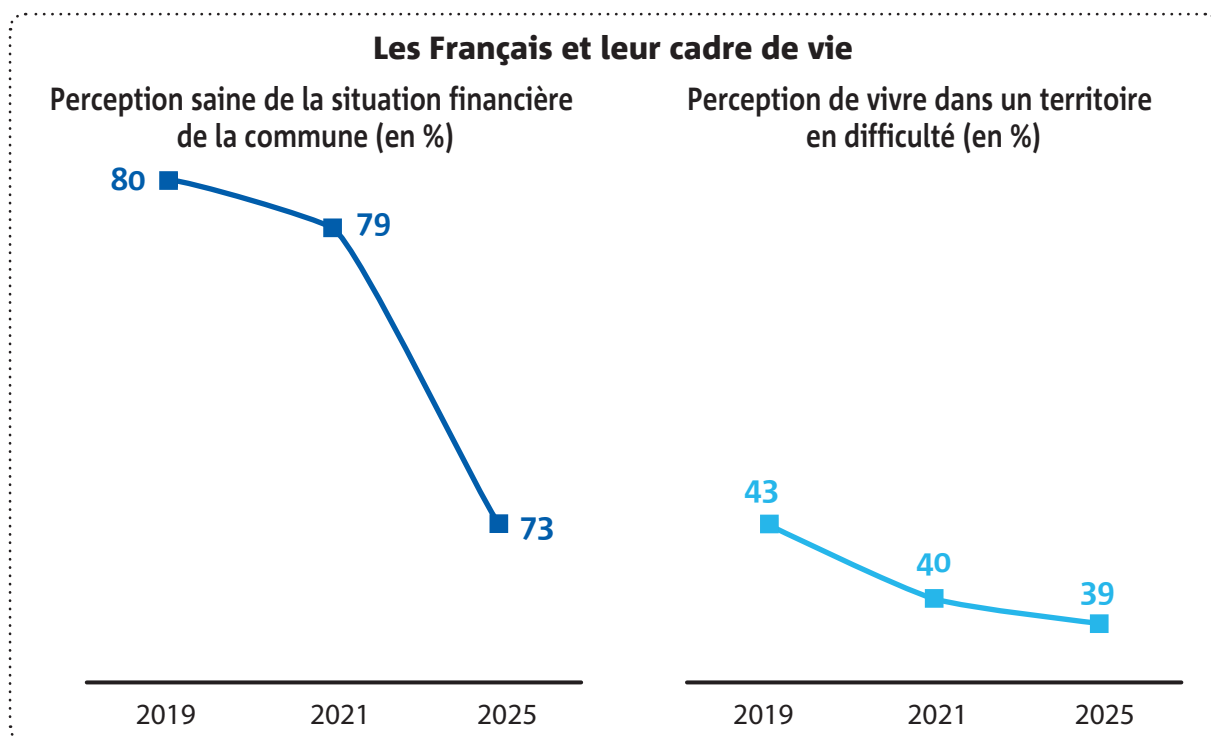
3. Une appréciation positive du bilan municipal

En miroir de l'enquête publiée en avril 2025 qui concluait à l'intention des maires de se représenter dans 42 % des cas, il ressort de la présente enquête une demande majoritaire (58 %) des Français pour que leur maire se représente et soit réélu. Ce chiffre, conforme à celui observé en 2019, quelques mois avant les dernières élections municipales, témoigne d'une forte prime accordée aux sortants en reconnaissance du travail accompli.

Plusieurs indicateurs plaident en ce sens. Tout d'abord, ce sont près de 3 Français sur 4 interrogés (73 %) qui déclarent être satisfaits de l'action de leur municipalité (75 % en 2019). La stabilité de ce chiffre confirme que les citoyens attribuent plus facilement des satisfécits à leurs élus municipaux qu'à leurs représentants nationaux. Dans le même esprit, les maires de très grandes villes sont jugées plus sévèrement car ils recueillent « seulement » 60 % de

satisfaction de la part de leurs habitants (contre 78 % pour les communes de moins de 1000 hab.).

Ce jugement, particulièrement favorable dans les communes de moins de 10 000 habitants, s'explique par la vision du maire bâtisseur (71 % des personnes déclarent que leur maire a déjà conduit des réalisations importantes pour la commune depuis 2020) ou du maire visionnaire (71 % estiment que leur maire a des projets pour l'avenir). Sur le plan budgétaire, les citoyens estiment que la gestion financière de la commune est saine (73 % vs 80 % en 2019). Au-delà du bilan et de la projection vers le futur, il apparaît une forte exigence démocratique des citoyens vis-à-vis de leurs maires qui se doivent d'être présents sur le terrain (67 %), efficaces dans leur action (64 %), facilement accessibles (63 %) et irréprochables dans l'utilisation de l'argent public (63 %).

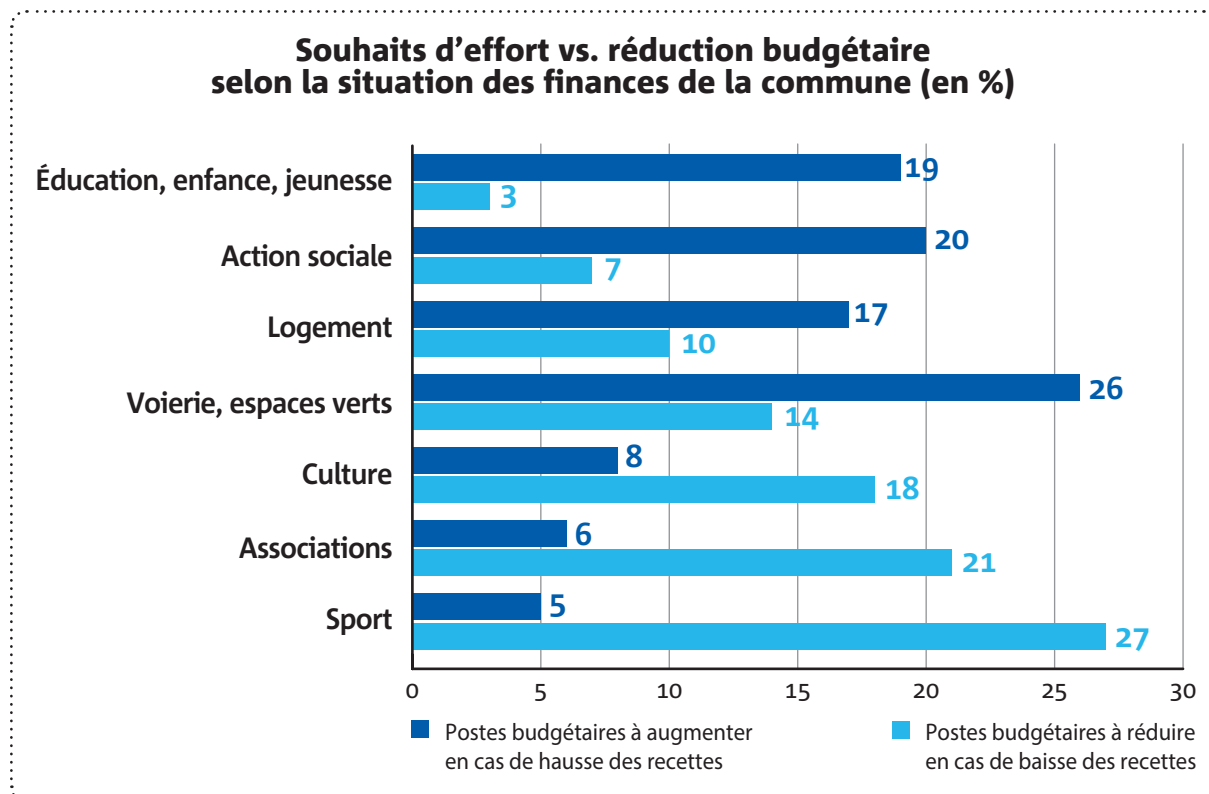


Toujours à propos de finances mais cette fois-ci à propos des dépenses et recettes budgétaires de la commune, les personnes interrogées ont eu à répondre à deux scénarios. Le premier portait sur les postes budgétaires pour lesquels ils seraient prêts

à recevoir moins de services en cas de baisse des recettes de la commune et le deuxième présentait le scénario inverse de services à augmenter si les recettes de la commune progressaient.

La figure précédente montre clairement que le sport, la culture et les associations sont les domaines pour lesquels les Français interrogés jugent les moins prioritaires en termes d'engagement budgétaire ou les premiers à sacrifier en cas de baisse de recettes de la commune. Si le domaine de la voirie et de l'aménagement (26 %) apparaît comme une priorité

d'intervention en cas de hausse des recettes, ce n'est pas pour autant le secteur à sanctuariser (14 % des personnes peuvent consentir une baisse dans ce domaine). Les postes liés à l'éducation, l'enfance, la jeunesse et l'action sociale (à travers le CCAS) semblent les plus sensibles et ceux qu'il faut maintenir « quoi qu'il en coûte ».



4. Des attentes hiérarchisées et une exigence démocratique

L'idéal démocratique se prolonge dans les attentes exprimées par leurs électeurs en vue de leur choix de vote en 2026. Deux tendances fortes se dégagent chez les citoyens.

La première porte sur une méthode d'action publique et la seconde sur les orientations de politique municipale. L'une n'étant pas nécessairement le complément de l'autre. Les éléments de méthode concernent la manière avec laquelle le maire s'investit dans ses fonctions de représentation démocratique

au sens où il doit représenter le plus fidèlement les aspirations des citoyens, au-delà de ses priorités d'intervention. En effet, les personnes interrogées déclarent que le maire doit défendre les intérêts des habitants de la commune auprès des autres acteurs locaux ou de l'État (87 %), mettre en œuvre le programme pour lequel il a été élu (85 %), rendre public et assurer la transparence des débats avant la prise de décision (83 %), créer un consensus dans la population avant de prendre une décision (74 %) mais

aussi être médiateur lors de conflits locaux (69 %, soit 7 points de plus qu'en 2019). Derrière ces priorités se dissimulent une attente politique locale face à une scène démocratique nationale jugée trop polarisée et bloquée. Il s'agit donc moins d'un repli sur le local que l'espérance d'un apaisement des tensions politiques dans des communautés locales de vie.

Parallèlement, les mêmes personnes interrogées déclarent que leur choix pour élire leur prochain maire et son équipe municipale sera déterminé par le programme (84 %), le bilan de l'équipe sortante (79 %), la personnalité du maire (79 %), l'étiquette politique lorsque celle-ci est connue (61 %) et le renouvellement des élu(e)s en place. Parmi ces cinq critères, un seul varie considérablement selon la taille de la commune et dans le temps : l'étiquette politique. En effet, seules 53 % des personnes interrogées en 2019 avançaient ce motif (progression de 8 pts de pourcentage en 6 ans). Les communes de moins de 10 000 habitants restent, sans surprise, moins sensibles à cet argument que celles situées au-dessus

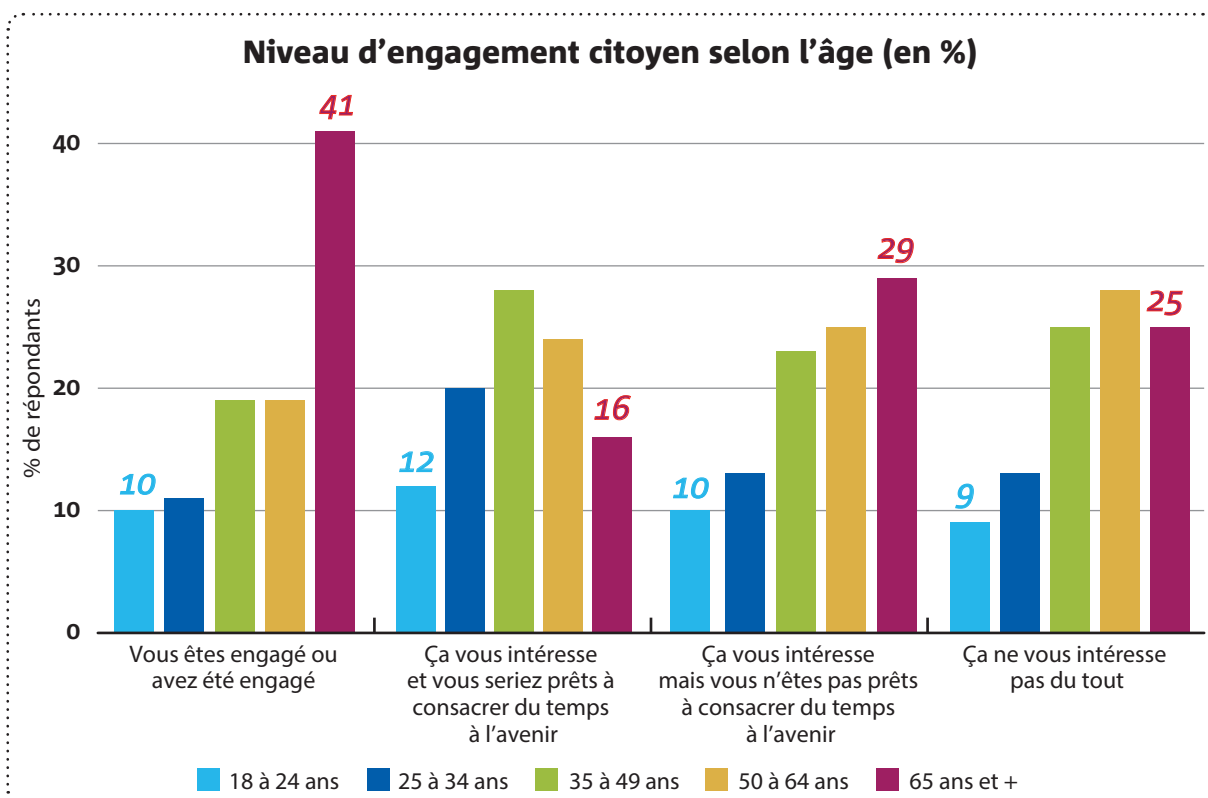
de ce seuil (70 % pour les communes de 10 à 30 000 habitants et 74 % pour les + de 100 000 habitants). On a ici une confirmation du glissement du phénomène de polarisation partisane observée au plan national vers l'échelon local dans des grandes communes où la politisation de l'enjeu municipal domine.

Enfin, pour le mandat à venir, les attentes des Français interrogés se concentrent sur la sécurité (43 % vs 34 % en 2019), la transition écologique (38 % vs 47 % en 2019, en forte baisse donc), le maintien des services de proximité (38 % vs 42 % en 2019), l'attractivité économique (28 % vs 39 % en 2019) ou encore l'offre de transport (26 % vs 19 % en 2019). La progression des enjeux de sécurité publique (+ 9 pts) concerne avant tout les communes de + de 10 000 habitants qui placent en tête cet impératif alors que pour les communes de petite taille, la préservation de l'environnement (et dans une moindre mesure le maintien des services de proximité) s'impose comme le premier enjeu attendu du prochain maire.

5. Un engagement citoyen limité mais disponible

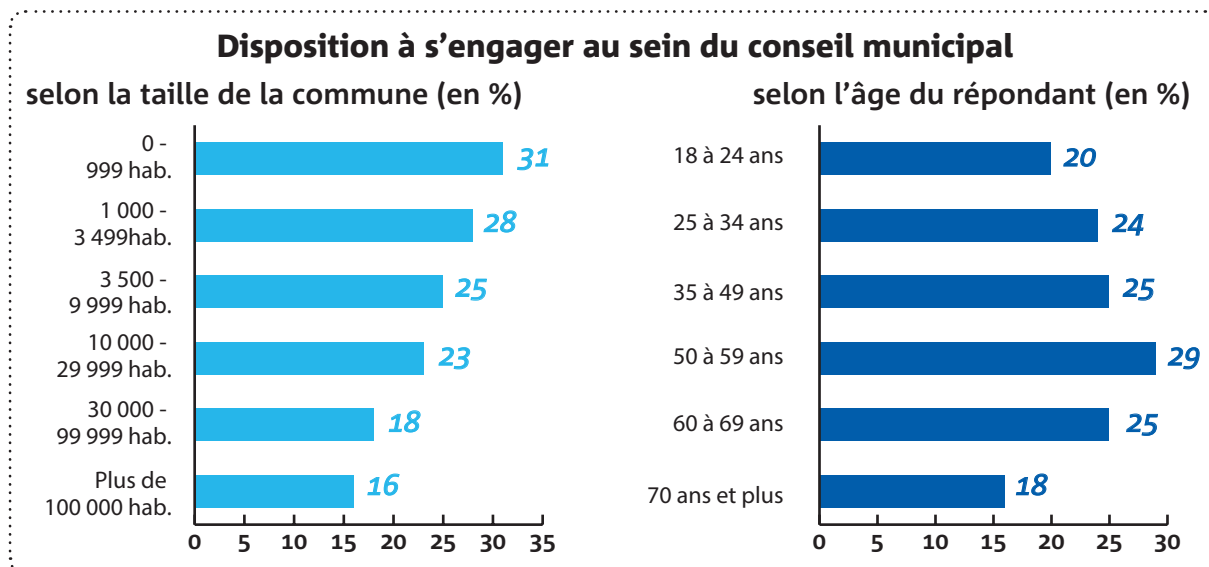
L'enquête interroge sur les formes d'engagement que les citoyens seraient prêts à consentir dans la vie de leur commune ou de leur quartier. Près de 14 % des personnes interrogées déclarent participer à la vie locale (-2 pts par rapport à 2019), 23 % se disent prêtes à s'engager (-3 pts), 35 % aimeraient s'engager sans trouver le temps

(-3 pts) et 28 % ne sont pas intéressées (+8 pts). Au total, ce sont près de 3 Français sur 4 qui affichent des dispositions à l'engagement local mais qui ne parviennent pas toujours à se concrétiser. Les communes de petite taille restent celles où l'engagement citoyen est préservé.



Les formes privilégiées d'engagement suivent une hiérarchie décroissante allant des associations culturelles (32 %), associations de solidarité (31 %), collectifs pour défendre une cause (29 %), associations sportives (24 %) au conseil municipal de la commune (24 %). Avec 31 % de personnes se déclarant prêtes à s'investir dans le conseil municipal (vs 18 % dans les communes de plus de 30 000

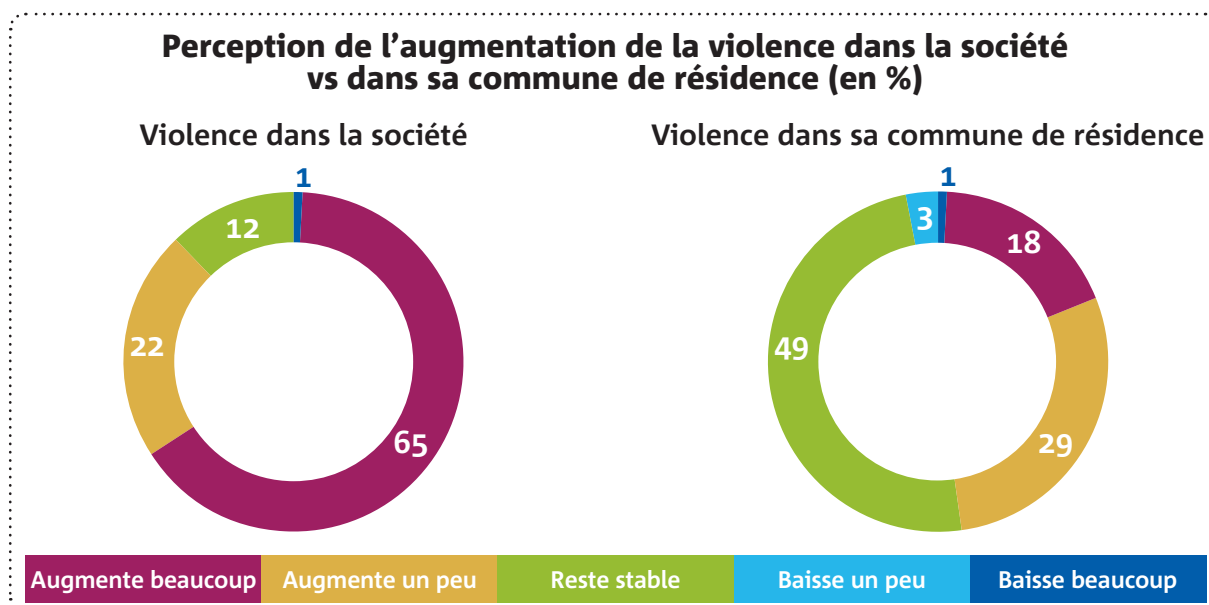
hab.), c'est la confirmation que la vitalité démocratique municipale résiste malgré une montée de l'individualisme observé dans plusieurs champs d'action civique de la société française. Si cette intention se confirmait, cela signifie qu'il existerait un vivier théorique de près de 12 millions de personnes prêtes à s'engager pour devenir l'un des 500 000 conseillers municipaux dès 2026.



6. Un optimisme tempéré sur l'avenir local

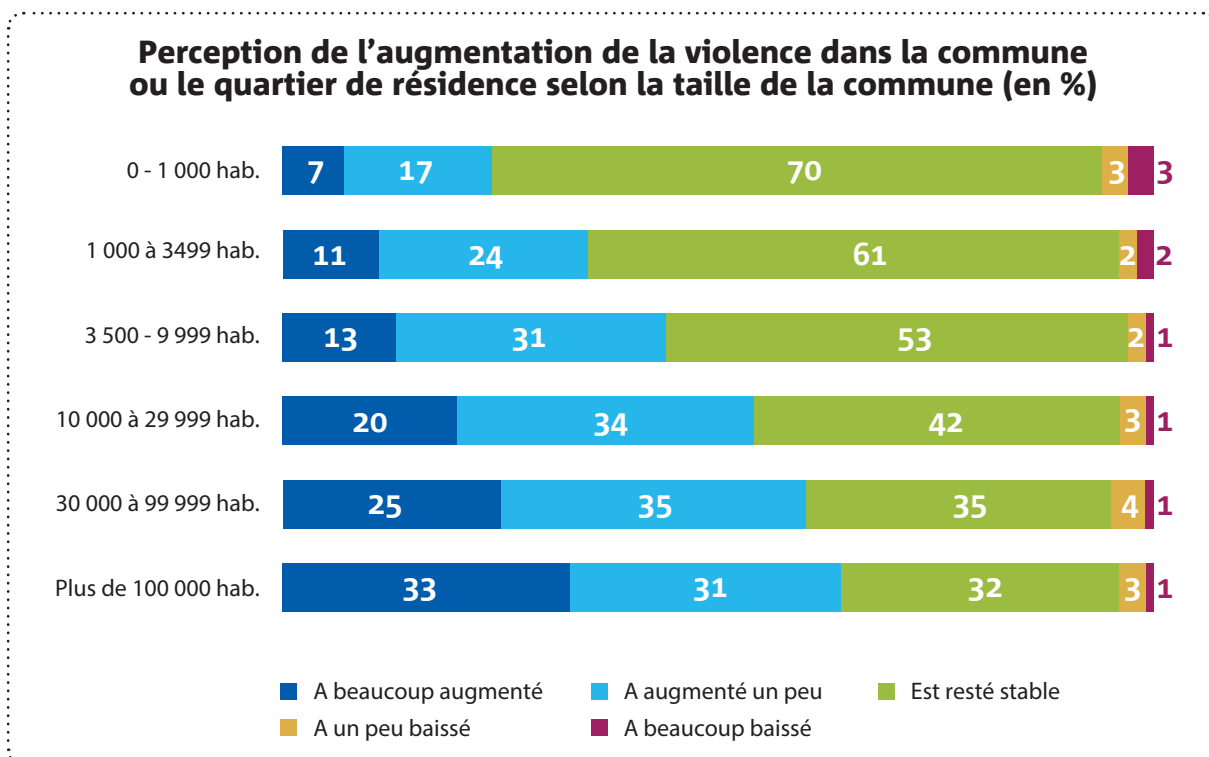
La note moyenne d'optimisme sur l'avenir de sa commune est de 5,7/10, stable depuis 2019. Derrière ce chiffre, les Français se déclarant optimistes (28 %) par rapport à cette perspective sont deux fois plus nombreux que ceux adoptant une vision pessimiste (13 %). Les habitants des grandes villes apparaissent plus réservés (note de 5,1/10). L'une des explications pour comprendre ce résultat se cache derrière l'appréciation perçue du territoire dans lequel les citoyens vivent.

En effet, si en moyenne 39 % d'entre eux ont le sentiment de vivre dans un territoire en difficulté, ce chiffre grimpe à 65 % pour les plus pessimistes quant à l'avenir de leur commune et chute à 28 % pour les plus optimistes. Cet optimisme n'empêche cependant pas une forte majorité (87 %) de personnes interrogées de s'inquiéter de la montée de la violence dans la société française, quelle que soit la taille de commune de résidence.



En revanche, cette même perception est partagée par seulement 47 % lorsque l'on précise dans la question si la violence a augmenté « là où vous habitez ».

Et cette fois-ci, plus la commune est de grande taille, plus cette perception augmente (7 % dans les communes de moins de 1000 hab. vs 33 % pour les + de 100 000 hab.).



Conclusion

La nouvelle enquête AMF-CEVIPOF confirme une réalité que bien des responsables locaux pressentent depuis longtemps : à l'heure où la défiance à l'égard des institutions nationales demeure élevée, la commune reste un espace d'ancrage, de confiance et d'attentes concrètes.

Si les maires conservent un haut niveau de légitimité, c'est moins en vertu d'un lien affectif que par leur capacité à incarner une action publique perçue comme honnête, accessible et utile. Mais cette reconnaissance ne s'accompagne pas d'un blanc-seing : les citoyens formulent des exi-

gences croissantes en matière de transparence, de méthode démocratique et de réponse aux enjeux locaux - sécurité, transition écologique, accès aux services. Et s'ils se montrent souvent hésitants à s'impliquer, leur potentiel d'engagement reste intact.

À l'approche des municipales de 2026, le message est clair : la démocratie locale n'est pas en crise, mais elle demande à être nourrie, respectée, écoutée. Les maires qui sauront conjuguer proximité et exemplarité, pragmatisme et vision, pourraient bien en être les grands bénéficiaires.

Le maire, figure de confiance dans une démocratie fragmentée

Analyse de Martial Foucault, professeur des universités à Sciences Po et chercheur au CEVIPOF

■ Les principaux enseignements de l'enquête

■ Le maire, figure de confiance durable.

Avec 69 % de confiance, le maire reste l'élu préféré des Français, loin devant les autres responsables politiques. Cette confiance repose sur l'honnêteté (61 %) et la capacité à tenir ses engagements (50 %).

■ Un ancrage local fort.

69 % des Français se sentent attachés à leur commune (contre 63 % aux départements ou régions). Plus d'un tiers y résident depuis plus de 20 ans, et les habitants des communes rurales sont les plus attachés à leur mode de vie (77 % veulent y rester).

■ Un bilan municipal largement salué.

73 % des répondants se déclarent satisfaits de l'action de leur municipalité. Ce taux monte à 78 % dans les très petites communes, mais chute à 60 % dans les grandes villes.

■ Une prime aux sortants.

58 % des citoyens souhaitent que leur maire se représente en 2026. Ils valorisent à la fois les réalisations (71 %) et les projets d'avenir portés par les équipes en place (71 %).

■ Des attentes démocratiques élevées.

Les électeurs attendent de leur maire qu'il défende leurs intérêts (87 %), applique son programme (85 %), assure la transparence des débats (83 %) et joue un rôle de médiateur local (69 %, +7 pts depuis 2019).

■ Des critères de choix électoral hiérarchisés.

Le programme (84 %), le bilan (79 %) et la personnalité du maire (79 %) dominant, devant l'étiquette politique (61 %, en hausse de 8 points depuis 2019) et le renouvellement des élus.

■ La sécurité en forte progression.

En tête des priorités pour 43 % des Français (+ 9 pts par rapport à 2019), la sécurité devance la transition écologique (38 %, - 9 pts), les services de proximité (38 %, - 4 pts) et l'attractivité économique (28 %).

■ Un engagement citoyen disponible mais encore limité.

14 % participent ou ont participé activement à la vie locale, 23 % sont prêts à s'engager, et 35 % aimeraient le faire sans en avoir le temps. 24 % se disent prêts à siéger au conseil municipal, notamment dans les petites communes (31 %). Si cette intention se confirmait réellement, cela signifie qu'il existe un vivier théorique de près de 12 millions de personnes prêtes à s'engager pour devenir l'un des 500 000 conseillers municipaux.

■ Des finances locales scrutées.

Les domaines jugés « non prioritaires » en cas de baisse budgétaire sont le sport (27 % des personnes interrogées), les associations (21 %) et la culture (18 %). L'éducation (19 %), l'action sociale (20 %) et la voirie (26 %) sont les domaines à protéger.

■ Un optimisme local modéré mais réel.

Avec une note moyenne d'optimisme de 5,7/10 sur l'avenir de la commune, les personnes optimistes (28 %) sont deux fois plus nombreuses que les pessimistes (13 %). Toutefois, 87 % s'inquiètent de la montée de la violence en France, même si elle est perçue comme moindre à l'échelle locale (47 %).

Le maire, figure de confiance dans une démocratie fragmentée

Analyse de Martial Foucault, professeur des universités à Sciences Po et chercheur au CEVIPOF

Réalisée auprès de 6 034 électeurs français entre le 16 et le 23 juin 2025, l'enquête CEVIPOF pour l'AMF réalisée par Ipsos dresse un état des lieux précis des perceptions et attentes des citoyens à l'approche des élections municipales de 2026.

Elle interroge la relation des Français à leur maire, leur cadre de vie, leur environnement institutionnel et leur niveau d'engagement local.

L'enquête réaffirme la place du local comme un espace où l'efficacité de l'action publique est attendue et les maires comme les élus préférés des Français, qui se sentent plus engagés dans leur commune qu'ailleurs.